

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Et maintenant, le congrès

Que retiendra-t-on de l'édition 2008 de l'Université d'été du Parti Socialiste ? Que François Hollande y a prononcé son dernier discours en tant que premier secrétaire. Mais, à part ça, elle ne restera pas dans les mémoires.

"A côté des ateliers et du coup les effaçant, nous avons assisté à ce que les socialistes sont capables de faire de pire", résume le Premier secrétaire fédéral, Jean-Jacques Urvoas. "Il est temps que le congrès commence pour que les adhérents prennent la parole et tranchent."

"Pour une alternative crédible en France et en Europe", était le fil conducteur des ateliers qui se sont tenus les 29, 30 et 31 août à La Rochelle.

Dirigeants du PS, universitaires et syndicalistes ont animé des ateliers thématiques dans lesquels les adhérents ont pu mesurer l'ampleur des assauts menés par

Nicolas Sarkozy contre tout ce qui contribue à favoriser le lien social dans la société.

Le monde est confronté à une crise grave. boursière au début, elle est devenue financière, monétaire, et ses répercussions économiques et sociales se font maintenant sentir. Cependant, si tous les pays sont touchés, en France, son intensité est encore plus forte en raison de la politique de dérégulation menée par la droite depuis 2002.

Toutes les institutions sont attaquées. "L'atelier sur la Justice a mis en évidence l'inutilité des multiples réformes engagées par l'UMP", explique Alain Queffelec, maire de Guipavas. "Le gouvernement s'engage dans le tout répressif au lieu d'investir dans la prévention. Un député a même souligné que, si la France n'avait pas ratifié plusieurs conventions internationales, la question de la peine de mort aurait certainement été

SUITE PAGE 2

Une réussite socialiste

Nous célébrons cette année un double anniversaire : le dixième des accords d'Ouvéa et le vingtième des accords de Matignon préparés sous l'égide de Louis Le Pensec, ministre des Dom-Tom dans le gouvernement de Michel Rocard. Un atelier a été consacré à cette question à l'Université d'été de La Rochelle.

Si les socialistes ont ainsi démontré leur capacité à apaiser et résoudre une crise provoquée par le RPR, et ainsi changer durablement les relations entre Paris et l'outre-mer, la prudence reste toujours de mise.

"En 1988, la Nouvelle-Calédonie était au bord de la guerre civile", a rappelé Jean-François Merle, membre du cabinet du Premier ministre de l'époque.



Louis Le Pensec

Il faut avoir conscience de la gravité de la situation au milieu des années 80. Depuis 1986, la droite au pouvoir multiplie les provocations contre les Kanaks, allant jusqu'à dissoudre le FLNKS. La crise atteint son paroxysme en mai 1988, avec l'assaut de la grotte d'Ouvéa dans laquelle les indépendantistes retiennent plusieurs gendarmes en otage. Deux jours avant le second tour de la présidentielle, sur ordre de Jacques Chirac et Bernard Pons, les forces de

l'ordre donnent l'assaut. 19 indépendantistes et 2 gendarmes y trouvent la mort.

Le ministre Louis Le Pensec doit, dans un premier temps, ramener la paix et la confiance. Le 26 juin sont ainsi signés les accords de Matignon qui

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 4/09/2008



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

EN CLAIR !

Le financement du RSA reste en suspens.

La force de la communication gouvernementale sur le revenu de solidarité active ne cacherait-elle pas l'indigence de la mesure ? Car, outre le redéploiement des aides existantes comme le RMI et la suppression de dispositifs qui secouraient nos concitoyens en difficulté telle la prime pour l'emploi, la nouvelle taxe de 1,1 % sur les produits financiers risque de ne pas suffire à l'équilibre du projet. Pire, ce nouveau prélèvement viendra mécaniquement obérer les possibilités de ceux qui, difficilement, arrivent à épargner un peu. Les possédants peuvent respirer, le bouclier fiscal instauré par la droite fait bien son office ; ils n'auront guère à contribuer à la solidarité nationale. Justice et efficacité que tout cela ? assurément non.

PS 29

Et maintenant, le congrès (suite)

Les socialistes doivent maintenant inventer les contours d'un État-providence investisseur

*** posée par des parlementaires de la majorité."

"On retrouve les mêmes logiques dans le domaine de l'immigration", confirme Anne Graziana, adhérente de la section de Plou-dalmézeau. "Tout est fait pour refouler les immigrés sans mettre en place une politique de co-développement."

Les socialistes savent parfaitement analyser la bataille idéologique menée par Nicolas Sarkozy et en dénoncer les conséquences pour le pouvoir d'achat, l'éducation, la santé, la protection sociale, la laïcité, la justice, etc. Son gouvernement donne beaucoup à ceux qui ont beaucoup



Forough Salami, Annick Phan et Anne Graziana

et rien à ceux qui n'ont rien. "Ou alors, il tient des discours qui ne se traduisent pas dans ses actes, comme on a pu s'en rendre compte dans l'atelier consacré au bilan du Grenelle de l'environnement", précise le brestois Jean-Pierre Porée.

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'avancer des propositions alternatives, nous restons un peu sur notre faim" estiment Annick Phan, de la section de Loc-Maria Plouzané, et Anne Graziana.

"C'est sans doute vers les "boîtes à idées" comme la fondation "Terra nova" que nous devons nous tourner pour trouver des projets à moyen et long termes", confirme Karim Ghachem, de la section de Quimper. "Plusieurs idées ont été avancées mais il convient maintenant de les ordonner", renchérit Forough Salami, conseillère régionale brestoïse.

D'ailleurs, Jean-Christophe Cambadélis, président de l'Université d'été, l'a reconnu : "nous avons développé l'ébauche d'une alternative". Et beaucoup de travail reste encore à faire.

Il convient cependant de tordre le cou à l'idée selon laquelle le Parti Socialiste n'a rien à proposer aux Français ; François Hollande s'y est attaché dans son discours de clôture.

D'abord, il faut renforcer la compétitivité de l'économie en instaurant une modulation de

l'impôt sur les sociétés pour celles qui investissent, en soutenant les PME, en créant un livret d'épargne destiné à soutenir les nouvelles technologies et en inventant des contrats entre l'État et les collectivités pour le développement d'infrastructures écologiques.

Ensuite, il est urgent de rendre du pouvoir d'achat aux Français. Comment ? En soumettant les exonérations fiscales à la conclusion d'accord salariaux, en augmentant la PPE (prime pour l'emploi), en instaurant le chèque transport et en lançant un vaste plan d'économie d'énergie.

Enfin, la gauche doit préparer l'avenir. Cela passe par des investissements dans l'éducation, la recherche et la formation.

"Nous nous attaquerons à la dette en remettant en cause tous les allègements fiscaux accordés par le pouvoir aux plus favorisés", a promis le Premier secrétaire.

"Nous voulons préparer et non réparer", a-t-il résumé. "Nous voulons qu'il y ait plus de gagnants et non indemniser les perdants". Pour cela, nous avons besoin d'inventer un État-providence investisseur.

Plus de 4 000 socialistes ont participé à l'Université de la Rochelle. "On sentait bien une aspiration au travail et à la réflexion", se félicite Annick Phan. C'est de bon augure pour le congrès qui va s'ouvrir dans quelques semaines. "Nous devons reconnaître nos divergences lorsqu'elles existent, accepter nos convergences et ne pas avoir peur de la démocratie", a rappelé François Hollande. Les socialistes devront surtout faire un effort particulier pour que les Français, qui attendent beaucoup de la première force de gauche du pays, comprennent bien les enjeux de ces débats.

Ce week-end de réflexion et de débats a-t-il été inutile ? Certainement pas. Mais il aurait été encore plus productif si l'intelligence collective n'avait été consacrée qu'à la définition d'une alternative au sarkozysme. C'est vers cet objectif que tous les socialistes doivent maintenant s'atteler.



Jean-Pierre Porée, Romain Rollant, Alain Queffelec et Marc Coatanéa

Une réussite socialiste (suite)



Jean-François Merle

*** reconnaissent les légitimités des Kanaks et des Caldoches et permettent, à l'horizon de 1998, d'envisager l'accès de l'archipel à la souveraineté.

Les socialistes ont eu l'intelligence de préparer cette phase de transition. Tout comme Jean-Marie Tjibaou qui résumait son point de vue dans une formule : "Nous ne voulons pas sortir par la grande porte de l'indépendance pour entrer par la petite du FMI". En effet, la Nouvelle-Calédonie n'avait pas les moyens de revendiquer son indépendance. La période entre 1988 et 1998 fut mise à profit pour former des cadres Kanaks et développer les infrastructures sur tout le territoire et non plus uniquement dans la région de Nouméa.

La paix est encore fragile

Les accords d'Ouvéa, signés dans le calme en 1998, prévoient les modalités des transferts de compétence de l'État vers le territoire. Le pouvoir central ne conservant, à terme, que ses fonctions régaliennes : la

monnaie, la défense, les affaires étrangères, la justice et l'ordre public.

Mission accomplie pour les socialistes ? Pas tout à fait. La droite peut à tout moment remettre le feu aux poudres. Déjà, en 1996, Alain Juppé fit preuve de mauvaise volonté pour rendre les capitaux que l'État détenait dans les mines de nickel. Plus récemment, le ministre Christian Estrosi a laissé entendre que l'État pourrait ne pas respecter les accords de Nouméa, provoquant la colère des Kanaks, relayée par les parlementaires socialistes.

20 ans après, les socialistes peuvent être fiers de l'accord signé à Matignon avec les représentants de deux communautés qui risquaient de s'entre-tuer quelques semaines auparavant. En outre, ils ont ainsi montré aux habitants des Dom-Tom qu'il est possible, dans le dialogue et le respect de chacun, de faire évoluer les statuts de ces territoires.

Un mois de septembre convivial

Le mois de septembre est synonyme de rassemblements conviviaux pour les socialistes dans le Finistère.

Ceux de la région brestoise ont rendez-vous le 7 septembre, au port de plaisance du Moulin-Blanc, pour leur traditionnel barbecue de rentrée. A l'autre extrémité du département, les adhérents de la huitième circonscription (Concarneau-Quimperlé), se retrouveront quant à eux à Scaër, le 14 septembre, pour la Fête de la Rose qui accueillera cette année Vincent Peillon.

Ces deux événements sont, depuis plusieurs années, déjà bien inscrits dans l'agenda du PS finistérien.

Mais, cette année, trois nouveaux rendez-vous sont proposés. Le premier, le 7 septembre, s'adresse aux adhérents et sympathisants de la circonscription de Brest rural. *"Nous nous retrouverons à Porspoder pour une journée plus conviviale que politique"*, explique le délégué de circonscription, Didier Le Gac. *"Après une période électorale intense, nous avons ressenti le besoin de nous retrouver dans un cadre plus familial."*



Le barbecue du Moulin-Blanc, l'année dernière

Les adhérents de la région de Quimper sont parvenus à la même conclusion. *"Nous avons aussi besoin de ce moment pour entrer en contact avec les nouveaux adhérents"*, souligne Karim Ghachem. Les socialistes de la première circonscription se retrouveront donc le 20 septembre, à partir de 17 heures, à Pluguffan. Cependant, cette fête aura un caractère plus politique que

celle de Porspoder puisque Benoît Hamon, député européen, y prendra la parole.

Enfin, le 11 octobre, à Guipavas, salle du Moulin-Neuf à 19 heures, les adhérents de la cinquième circonscription organisent aussi un repas.

Pour Didier Le Gac et Karim Ghachem, les éditions 2008 de ces fêtes seront les premières d'une longue série.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Au Sénat, la Gauche prépare 2011

Avec
Jean-Pierre Bel

Jean Pierre BEL, sénateur de l'Ariège, est, depuis 2004, président du groupe "socialistes, verts et rattachés". Il répond ici à nos questions sur l'enjeu du scrutin du 21 septembre 2008.

Cap Finistère : Quel est selon toi l'enjeu politique de cette élection sénatoriale de 2008 ?

Jean-Pierre Bel : L'enjeu n'est pas mince. Car il s'agit de conquérir en 2008 le maximum de sièges afin d'aborder au mieux le renouvellement de 2011 où il faudra renouveler la moitié des sénateurs. Compte tenu des résultats des récentes municipales, de nombreux sièges devraient être conquis en 2011, ce qui placerait le groupe en position déterminante au Sénat. Mais, dès septembre 2008, il faut mobiliser tous les grands électeurs

de gauche. Dans les départements à la proportionnelle, il n'y a qu'un seul tour de scrutin : il faut donc voter "utile" !

Cap Finistère : Même avec un mode de scrutin qui lui est pourtant favorable, la droite serait donc menacée au Sénat ?

Jean-Pierre Bel : Elle devrait l'être, même si le mode d'élection actuel n'est pas très représentatif et que nous souhaitons le voir réformé et modernisé. Mais, même avec un tel système, 2011 pourrait être très profitable pour la gauche.

Cap Finistère : Au sein de la droite sénatoriale, quelles différences observes-tu entre les élus UMP et les centristes (MoDem et autres) ?

Jean-Pierre Bel : Je n'en vois pratiquement aucune ! Car, quand j'analyse tous les scrutins politiques importants des années passées, je constate une grande solidarité de vote entre ces

deux familles politiques. Au Sénat, l'UMP et le MoDem, c'est vraiment "Blancs bonnets et bonnets blancs". Il faut que les grands électeurs le sachent !

Cap Finistère : Dans le groupe que tu présides, les sénateurs socialistes travaillent avec des sénateurs "verts" et "divers gauche" ?

Jean-Pierre Bel : Oui, c'est exact. Le groupe est aujourd'hui fort de 96 sénateurs(trices) dont les 5 sénateurs verts. Nous faisons ensemble du très bon travail sur les textes de loi. Il est dommage que ce combat commun ne se soit pas traduit par un accord électoral. S'il devait y avoir une déperdition de voix, cela serait regrettable pour tous...

Pour le reste, je suis heureux que des accords aient pu être formalisés dans de nombreux départements avec les communistes et les radicaux de gauche.

L'union est souhaitable, la mobilisation de tous est indispensable pour gagner la première étape de 2008. Je fais pour cela confiance aux finistériens !

Rendez-vous

7 septembre

Barbecue de rentrée des socialistes de la région brestoise.

7 septembre

Dès 12 heures : Couscous de la troisième circonscription, à Porspoder, centre Kerdeven - Colonie de vacances de la FOL. Prix 5 euros. Inscriptions auprès des secrétaires de section.

14 septembre

Dès 12 heures : Fête de la Rose à Scaër (Grand Champs), avec Vincent Peillon. Réservation pour les repas au 02 98 35 08 00 ou à ps-8@france.com

20 septembre

A partir de 17 heures : Repas de rentrée des socialistes de la 1^{ère} circonscription, au complexe polyvalent de Pluguffan, en présence de Benoît Hamon. Inscriptions au 02 98 53 20 22 ou par courriel à section.socialiste.quimper@gmail.com

21 septembre

Élections sénatoriales.

4 octobre

Réunion de rentrée de la fédération, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

Le PSU vu d'en bas

Le Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) et le Centre de Recherche Historique de l'Ouest (CERHIO) organisent, les 9 et 10 septembre 2008, un colloque à l'IEP de Rennes et l'Université de Rennes 2.

Le thème : "Le PSU vu d'en bas. Un parti dans les régions : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 50-années 80)".

L'objectif de cette étude vise à défricher l'histoire d'un parti original mais mal connu, mais aussi à attester de l'héritage du PSU, vingt ans après sa disparition, au niveau des réseaux, mais aussi des thématiques qu'il a portées de manière privilégiée (autogestion, écologie politique, féminisme, régionalisme, etc.).

Le programme complet et la liste des intervenants sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.crape.univ-rennes1.fr/>

Disparition

Nous avons appris avec une profonde tristesse la disparition de Lisette Autret, adhérente de Brest LBE. Fidèle aux rendez-vous du mercredi, elle a, durant de longues années, fait partie du groupe de militants qui collent les étiquettes sur le *Cap Finistère* que vous recevez toutes les semaines.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE
Marché de Fournitures
soumis aux dispositions de l'article 28
du Code des Marchés Publics.

OBJET :
FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS
AUDIOS ET VIDÉOS NUMÉRIQUES,
GRAND PUBLIC
ET PROFESSIONNELS, EN 2008

I – Identification de la personne publique :

Ville de BREST
Direction des Marchés
24, rue Coat-ar-Guéven
B.P. 92242 - 29222 BREST CEDEX 2
Tél. 02 98 33 54 11
Télécopie : 02.98.33.54.15
E-mail : marches@mairie-brest.fr
Le représentant du Pouvoir Adjudicateur :
Monsieur le Maire de la Ville de BREST.

II – Opération comprenant :

La consultation est décomposée en 5 lots :
– Lot n° 1 : Appareils photos et caméscopes grand public
– Lot n° 2 : Vidéoprojecteurs grand public
– Lot n° 3 : Caméscopes et vidéoprojecteurs semi-professionnels et professionnels
– Lot n° 4 : Enregistreurs audio
– Lot n° 5 : Autres matériels audio vidéo divers

S'agissant de marchés à bons de commande, le montant des prestations Hors Taxes sera susceptible de varier à l'intérieur de chaque lot, dans les limites suivantes :

– Lot n° 1 : minimum : 15 000 € H.T. ; maximum : 60 000 € H.T.
– Lot n° 2 : minimum : 7 000 € H.T. ; maximum : 28 000 € H.T.
– Lot n° 3 : minimum : 13 000 € H.T. ; maximum : 52 000 € H.T.

– Lot n° 4 : minimum : 6 000 € H.T. ; maximum : 24 000 € H.T.

– Lot n° 5 : minimum : 6 000 € H.T. ; maximum : 24 000 € H.T.

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots. A l'issue de la consultation, des marchés séparés seront conclus.

Les variantes sont interdites.

III – Renseignement d'ordres juridique, économique, financier et technique :

Unité monétaire du marché : Euro.

Les prix sont fermes.

Mode de règlement retenu : virement avec paiement à 43 jours francs à compter réception projet de décompte adressé par courrier recommandé à la Collectivité. Financement conformément aux règles de la comptabilité publique.

Financement sur fonds propres.

Le candidat devra, en application de l'article 45 du Code des Marchés Publics, produire l'ensemble des documents énumérés à l'article 3 du Cahier des Charges.

IV – Durée du marché :

De sa date de notification au 31 décembre 2008.

V – Renseignements d'ordre administratif :
Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur : VILLE-2008-033.

"La Collectivité cessera d'expédier des dossiers de consultation 4 jours (calendaires) avant la date limite de remise des offres (en revanche, les candidats auront la possibilité de venir les retirer sur place)."

Date limite de réception des offres : 17 septembre 2008 à 12 heures.

Langue à utiliser dans l'offre : Français.

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Modalités d'ouverture des offres : Séance non-publique.

VI – Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1 - valeur technique, en regard des éléments du mémoire justificatif ;
2 - prix ;
3 - richesse des catalogues, en regard de l'offre catalogue et du ou des taux de remise.

VII – Autres informations :

Renseignements complémentaires :

– *d'ordre technique :*
Direction Informatique et Télécommunications - Tél. 02 98 34 26 55

– *d'ordre administratif :* Direction des Marchés-Ville - Tél. 02 98 33 54 11

Dossiers d'appel d'offres à demander par fax au 02 98 33 54 15 ou à retirer à l'adresse indiquée en I. et disponible à l'adresse Internet : <https://www.e-megalisbretagne.org/> (Référence du marché : VILLE-2008-033).

Dossiers délivrés gratuitement.

Soumissions à adresser à : Idem I.

Classification CPV des entreprises susceptibles de répondre au présent avis : 32321200-1

Date d'envoi du présent avis : 25 août 2008.

COMMUNE DE LOPERHET

INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION

Par délibération en date du 15 mai 2008, le Conseil municipal a décidé d'approuver l'instauration du droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines (zones U) ou d'urbanisation future (zones AU) du Plan Local d'Urbanisme.

La délibération du Conseil municipal est à la disposition du public, à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le maire,
François COLLEC.

SA LE 29

Société Anonyme au capital de 76 224,51 €
Siège social : route de Rumengol Quiella
29590 LE FAOU
RCS QUIMPER 410 665 996

La société HOLDING WOODY 29 SARL au capital de 10 000 €, ayant son siège social à LE FAOU, route de Rumengol Quiella, RCS QUIMPER 491 739 132, a, aux termes d'un courrier en date du 15 septembre 2007, informé la société LE 29 que la société HOLDING WOODY 29 serait représentée au conseil d'administration de la société LE 29 par Madame Michelle LABATAILLE, demeurant à BORDEAUX (33000) 32, rue Auguste-Poirson, en remplacement de Monsieur Benjamin LABATAILLE, avec effet au 15 septembre 2007.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1212 P 11428